

Table des matières

ÉDITORIAL	3
INTERVIEW	
• La constitution européenne, Mgr Poquillon.....	4
DOSSIER	
• Eduquer, surveiller en Europe (2e partie)	7
Brèves	
• Enseigner et étudier en Europe	13
• Le projet EHNE.....	13
DÉBAT	
• Quel futur pour l'Europe.....	14
L'AEDE-EL & SES PARTENAIRES	
• Nouvelles de l'AEDE EL et Internationale	16
• INFOREF : projet « Noradica »	17
• INFOREF : projet « CLIL »	18
• L'Espéranto	19
• Salon Education	21
EXCURSIONS	
• Pompéi, the immortal City	22
• Présentation d'un week-end Camille Claudel - Auguste Rodin	23
ON A LU, VISITÉ & SÉLECTIONNÉ POUR VOUS	
Livres :	
• Si la lune éclaire nos pas de Nadia Hashimi.....	24
• La Chute des géants de Ken Follet.....	24
• De mieux en mieux, de pire en pire de Pierre-Henri Tavoillot	25
Exposition :	
• À la soupe ! Manger en 14-18	26

Ce numéro a été réalisé avec l'aimable collaboration de :

- Th. Jamin (éditrice responsable), H.Aertsens, B. Guillaume, F. Loriaux, CREMS, G. Pirlot, M-C. Sour, Z. Selak
- Dessins originaux : S. Duhayon-Serdu (p. 6-8-11-26)
- Secrétariat : M. Rebeschini
- Gestion administrative : Y.Tinel

COMMUNIQUEZ-NOUS

Votre adresse e-mail

yves.tinel@aede-el.be

Vous serez plus vite informés
sur nos activités, sur nos voyages, sur notre B.I., ...

Ce B.I. est disponible sur notre site :

<http://www.aede-el.be/BI/BI.htm>

Si vous souhaitez ne plus recevoir la version papier de notre B.I,
prévenez-nous en nous envoyant un e-mail à l'adresse suivante :
yves.tinel@aede-el.be.

Vous recevrez un message vous informant de sa parution.

Comment adhérer à notre association ?

Pour devenir membre et recevoir le Bulletin d'information sous sa forme
imprimée, la cotisation est de 10 euros qui couvre l'année civile.

Elle est à verser à

« Association européenne des Enseignants »

Compte bancaire BE45-7925-7681-4289 avec la communication :

« nouvelle adhésion »



Éditorial AEDE décembre 2017

Alors que je m'apprête à envoyer l'éditorial de notre numéro de clôture de l'année 2017, l'annonce du décès de Philippe Maystadt tombe.

Européen convaincu, ce docteur en droit a exercé des fonctions ministérielles, présidé la Banque européenne d'investissement (BEI), avant de devenir président de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (Ares) et créer la Fondation "Ceci n'est pas une crise" ; et, aussi ou surtout, il s'est battu pour faire « *avancer le débat citoyen sur la nécessité d'aller plus loin dans l'intégration européenne* ».

En mars 2016 sur les antennes de la RTBF, Philippe Maystadt qui a aussi collaboré à la réflexion autour du pacte d'excellence estimait que « *L'école a besoin de réformes. Les moyens de l'enseignement secondaire sont importants. Nous dépensons beaucoup mais les résultats ne sont pas à la hauteur. La formation, la sélection et le soutien aux directions d'établissement est capital. C'est un élément vraiment important. Un autre exemple, c'est la formation, l'accueil et l'accompagnement des enseignants. Il faut prendre le temps d'une vraie concertation et se mettre d'accord, non pas sur des "réformekes", mais sur une grande réforme ambitieuse* ».

En attendant « La grande réforme », la seconde partie de notre dossier est consacré aux rôles et aux missions des éducateurs de chez nous au sein des institutions scolaires. En prenant connaissance des articles composant le dossier consacré à la place et au rôle de l'éducateur dans l'école, j'ai essayé, en vain, de me souvenir de qui pouvait tenir cette fonction lorsque j'étais moi-même scolarisée (ça remonte !). Pour en savoir plus, j'ai décidé d'interroger mes jeunes nièces sur cette fonction. Directement, elles ont identifié leur éducatrice-accompagnatrice dont elles m'ont parlées avec respect, enthousiasme et affection : cette éducatrice qui pouvait si rapidement percevoir les difficultés et mettre un mot sur les problèmes rencontrés par les élèves ; elle qui savait réagir au quart de tour. Le portrait qu'elles me dressaient m'ont fait penser à un feuilleton télévisé français tourné en 1979, diffusé dans quatorze pays et rassemblant plusieurs millions de téléspectateurs : « Pause-café », l'histoire d'une assistante sociale travaillant dans un lycée de banlieue. Bienveillante, parfois en porte-à-faux avec la direction, elle se battait pour « ses » élèves. Tableau idyllique ? La lecture des témoignages nous montre le réel investissement de ces hommes et ces femmes qui tentent de contribuer au bien-être des élèves.

Bonne lecture et meilleurs vœux pour l'année future.

Florence Loriaux
Présidente de l'aede-el.be

Pour ce numéro de Noël, il nous a semblé intéressant de partager une interview qui regroupait deux thématiques qui nous sont chères, l'Europe et la paix. Nous la publions avec l'aimable autorisation de © Cathobel – www.cathobel.be 10 octobre 2017

« La construction européenne, un projet de paix »

A l'heure où l'Europe politique semble stagner, prise entre le Brexit et les projets de relance du duo Macron-Merkel, le Père Olivier Poquillon, secrétaire général de la Commission des Episcopats de la Communauté européenne (COMECE) à Bruxelles, appelle à un renouveau du projet européen.

Olivier Poquillon, religieux dominicain français, occupe le poste de secrétaire général de l'organe qui fédère les épiscopats catholiques des pays de l'Union européenne. A l'heure du Brexit et des défis posés par la crise migratoire, l'Europe revient en force dans le discours politique. Le responsable dominicain joint sa voix à celle du pape François pour rappeler certains principes fondateurs de l'Union, issue de la démocratie chrétienne dans les années 1950.

L'Europe revient dans le discours politique, notamment chez Emmanuel Macron et Angela Merkel. L'esprit européen fait-il un retour contraint ou bienvenu?

Les Allemands et les Français n'ont peut-être pas oublié les carnages des deux dernières guerres mondiales. Dans une période anxiogène comme la nôtre, il est vital de mettre en place un cadre qui permette d'éviter aux égoïsmes nationaux et corporatistes de prendre le pas sur la recherche du bien commun. Qu'ils le veuillent ou non, nos pays et nos peuples sont en Europe.

La question n'est donc pas de savoir si nous voulons en faire partie ou pas, mais comment nous voulons y vivre ensemble. C'est sans doute ce constat qui explique le retour de ce thème sur le devant de la scène. Pour l'Eglise, la construction européenne est d'abord vue comme un projet de paix. Et c'est dans cet esprit que la COMECE et le Saint Siège organisent un dialogue entre politiques et religieux de haut niveau, fin octobre au Vatican.

La poussée migratoire a plongé le Vieux-Continent dans une crise politique, entre les tenants de l'ouverture et les pays de l'Est, réticents. Comment concilier ces deux positions?

Cette crise est surtout politique avant d'être migratoire. Si on regarde les chiffres, l'Europe a



connu des mouvements migratoires bien plus importants au cours du siècle passé, notamment autour des deux guerres mondiales et des décolonisations. Aujourd'hui, on entretient dans les populations un sentiment d'impuissance face à des «hordes» allogènes qui déferleraient sur nous pour bouleverser nos sociétés, piller nos biens et faire de nous des étrangers dans notre propre pays. Comme l'ont montré de récentes études, ce sentiment est d'autant plus fort qu'on n'a pas de contact direct avec les migrants.

Lorsqu'on connaît un visage, un nom, une histoire, on peut sortir de la confrontation de masse pour rencontrer l'autre comme une personne et trouver avec lui des solutions.

L'Eglise catholique n'est pas utopique sur la question des migrants et réfugiés. Elle rappelle seulement aux politiques leurs propres engagements à considérer tous les hommes libres et égaux en droit, comme ils le sont aux yeux de Dieu. Face aux peurs et au sentiment de perte

de contrôle de nos concitoyens, à l'Est comme à l'Ouest, cela implique de trouver de nouvelles façons de gouverner, non pas pour les gens mais avec les gens.

Le pape François a qualifié l'Europe de «grand-mère», en lui reprochant de se retrancher. Partagez-vous cette appréciation?

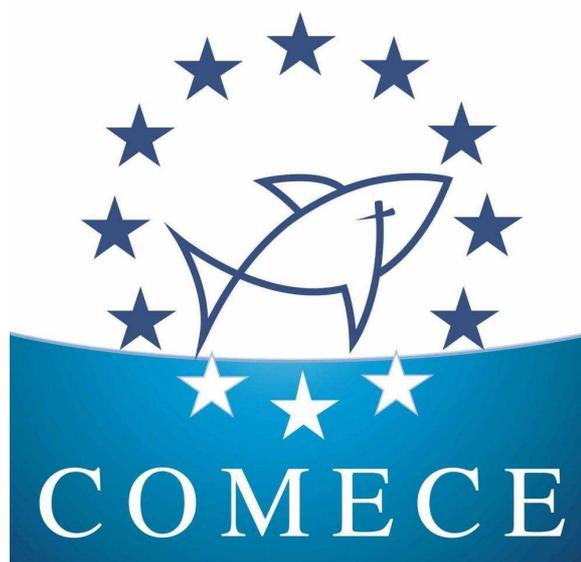
Nous pouvons prendre la remarque du Pape François comme un constat. L'évolution démographique nous conduit à protéger ce que nous avons déjà plutôt qu'à nous lancer dans de nouvelles aventures. Nous en oublions trop souvent nos propres jeunes qui aimeraient aussi pouvoir faire les expériences que nous faisons à leur âge.

Ce qui fait la grandeur d'une société, la force d'une civilisation, c'est sa capacité à se soucier des futures générations, à transmettre la vie reçue à d'autres qui la transmettront à leur tour. La «grand-mère» peut se retrancher chez elle et trembler derrière son rideau en se demandant si on ne va pas la voler, mais elle peut aussi être celle qui transmet son savoir-faire, qui partage son expérience, qui accueille et reconforte. La «grand-mère» a un rôle à jouer dans la famille humaine comme dans celle des nations: si elle se tourne vers l'avenir plutôt que de regretter un passé fantasmé, elle donne du sens et permet à tous d'aller de l'avant.

Quels sont les pas à faire pour redonner de la vigueur au projet européen?

Bien malin qui peut dire aujourd'hui de quoi sera faite l'Europe de demain. Pour l'Eglise tout projet politique tire sa légitimité de l'impact qu'il a sur les personnes humaines. Le projet européen doit être notre projet.

Il faut trouver de nouveaux moyens de permettre aux hommes et aux femmes de se réapproprier le travail, l'économie, l'environnement, la culture, la politique, la religion en Europe. Dans tous ces domaines, nous nous sommes sans doute laissé aller au consumérisme. Il nous faut redevenir acteurs de notre propre destin.



L'Europe oscille entre des aspirations sociales et le libéralisme économique. Peut-on concilier ces deux aspects?

La personne humaine est créée à l'image de Dieu, pas les dividendes. L'Union européenne est partie assez loin dans l'économie de marché en donnant souvent l'impression de privilégier les structures ou les profits financiers au détriment d'une économie au service des personnes et des communautés.

L'Eglise ne propose pas de réponse toute faite mais nous invite à évaluer le bien fondé de nos politiques économiques sur les bénéfices qu'en tirent les hommes et les femmes de notre temps, y compris les plus vulnérables. La vie sociale comme la vie économique sont des sports d'équipe. Lorsque l'Eglise parle d'économie sociale de marché, c'est ce qu'elle entend nous rappeler. Une économie fondée sur la production et non la prédation, sur des échanges justes permettant des bénéfices mutuels, sur le long terme plutôt que sur des flambées aussi fulgurantes que sans lendemains.

Une Europe à plusieurs vitesses n'est-elle pas en cours de constitution? Comment empêcher ce dérapage de l'idéal européen?

La devise de l'Union, c'est «l'unité dans la diversité», la diversité n'est donc pas forcément un dérapage. Elle peut même être une chance si elle est choisie et assumée. Les récentes crises financières ont remis cette diversité devant nos yeux. Appliquer les mêmes règles à tous sans

tenir compte des différences peut aussi mener à des impasses. Les politiques nous disent qu'il ne s'agit pas d'une intégration européenne à deux niveaux, mais à deux vitesses. Il s'agirait donc de laisser du temps à ceux qui en ont besoin pour rejoindre le niveau nécessaire à la mise en œuvre de politiques communes.

Dans les faits, cette diversité institutionnelle existe déjà. Tous les Etats membres de l'Union n'ont pas adhéré à la zone Euro, ni à l'espace Schengen, et les y forcer pourrait entraîner l'effondrement du système.

L'Europe chrétienne a-t-elle des choses à enseigner à l'Europe actuelle, dans sa dimension politique?

L'enseignement social de l'Eglise est la référence principale de l'action de la COMECE dans son dialogue avec l'Union européenne. L'Eglise ne prétend pas dicter aux Etats ce qu'ils doivent faire ni donner des consignes de vote. Elle enracine son propos dans la foi de l'homme en Dieu et de Dieu en l'homme.

Enseigner c'est montrer, indiquer, désigner. C'est ce que peut faire l'Eglise dans le domaine politique, notamment à travers une approche fondée sur le droit. Forte des compétences de ceux qui la composent et de son profond enracinement mondial au cours de deux millénaires, elle peut légitimement attirer l'attention des décideurs sur la nécessité du long terme, la recherche du bien commun, le souci des plus vulnérables et, d'une manière générale, sur l'importance de replacer la personne humaine au cœur des politiques publiques.

Si nous croyons que Dieu nous a placés sur cette terre par amour et qu'il nous l'a confiée, il revient à chacun de nous de s'engager à sa mesure dans la promotion du bien commun. L'Europe est un beau continent où il peut faire bon vivre ensemble, pour autant que nous en prenions soin.



Dossier : Eduquer, surveiller en Europe (2eme partie)

Comme nous l'avions annoncé dans le numéro de septembre, après notre petit panorama des pratiques en usage dans l'Union Européenne, nous entamons le dialogue avec des éducateurs de terrain de la CFWB.

Le tour d'Europe nous a montré que la formule existant chez nous était assez unique puisqu'ailleurs on a souvent choisi d'autres solutions pour encadrer, accompagner, intégrer les élèves dans tous les moments où ils n'ont pas cours.

Il y a d'abord le "tout aux profs", ceux-ci étant pleinement responsables à tout moment de leurs élèves, en classe mais aussi en récréation, en excursion, avant et après les cours, etc. Ensuite le système du titulariat renforcé avec des heures spécifiques prévues dans l'horaire pour aborder avec le jeune tout ce qui peut perturber sa réussite, son apprentissage, son intégration. On trouve aussi l'appel aux spécialistes où les cas un peu complexes passent rapidement aux mains des psys, logopèdes, infirmier/ères scolaires, médiateurs/trices.

Or, comme on l'a déjà évoqué, chez nous, peut-être dans la prolongation historique des abbés et religieuses qui nous suivaient à tout instant jusque dans les années 60, on a choisi de faire appel à des personnes spécifiques, dont le travail serait pourtant assez généraliste, soit un peu de tout sauf donner cours. L'éventail de la réalité va du pro du cahier de présences et du téléphone (puis mail ou sms) aux parents jusqu'au virtuose de l'écoute active, de l'empathie, de la gestion des conflits et de la reformulation.

Face à cette singularité, j'ai pu rencontrer des membres du Collectif CREMS et leur demander pourquoi notre option leur paraissait aujourd'hui la mieux placée pour relever les défis de l'Ecole.

Un premier élément qui émerge de la discussion est **la particularité du regard porté sur le jeune** : un regard différent de celui qu'un professeur porte sur son élève, vu comme élément d'une classe à qui il faut surtout enseigner une matière.

L'éducateur, lui, travaille avec un adolescent, unique dans sa personnalité, avec toutes ses composantes, pas seulement l'intellect ou la discipline. Même s'il se réjouit de la réussite du bon élève, l'éducateur comprend aussi qu'être à l'école est une obligation pour beaucoup, une situation qu'ils n'ont pas choisie, dans laquelle ils ne se sentent pas à l'aise.

Pour être réceptif à l'apprentissage scolaire, le jeune doit donc être bien dans le milieu où se donne cet apprentissage. Or il y arrive avec tout son vécu, celui de la famille, des trajets, des contacts avec les amis et des accrochages avec d'autres. L'éducateur est l'oreille qui "traîne"; il observe, écoute, perçoit les tensions et les difficultés, il encourage et soutient les ados pour qu'ils se sentent moins seuls face à la structure scolaire. Cette disponibilité de tous les instants contraste avec l'avertissement encore présent sur la porte de nombreuses salles des profs "*ne pas déranger*" ...

Bien sûr, cette multiplicité de rôles suppose une multitude de compétences, qui ne sont pas innées.

On arrive donc au second élément mis en avant par mes interlocuteurs: **la nécessité d'avoir suivi une formation spécifique** qui fait de l'éducateur un professionnel de la relation, pas seulement de la relation pédagogique ce que tout enseignant doit avoir, mais de la mise en relation des adultes entre eux et des adultes avec les jeunes.

Or si nous avons choisi de cadrer de manière législative ce qui existait au temps des "pions" dans les écoles libres, il a fallu aussi réorienter leur rôle : là où les jeunes abbés ou religieuses étaient désignés "pour faire marcher" la boîte, il devient essentiel de faire des éducateurs d'aujourd'hui une pièce maîtresse pour une école socio-éducative.

Pas évident du tout puisqu'on sait qu'il existe un vrai marché scolaire où le critère de sécurité est souvent déterminant pour les parents. On ne doit donc pas s'étonner que les directions soient tentées d'exiger du personnel auxiliaire de veiller d'abord au maintien de cette sécurité formelle.

La suite de l'échange porte sur **la place de l'éducateur** dans l'école: fournie par l'institution, créée par le diplôme, née du contexte, définie une fois pour toute ou constamment à prendre et à rappeler ?

Ainsi participent-ils au conseil de classe ? Cela dépend mais, légalement, ils n'en font pas partie, ne votent pas et n'ont pas besoin de signer les décisions. Comment s'imposer malgré tout comme participant utile et actif ? Politique du colibri, me dit-on ; goutte d'eau après goutte d'eau, chacun faisant son possible !

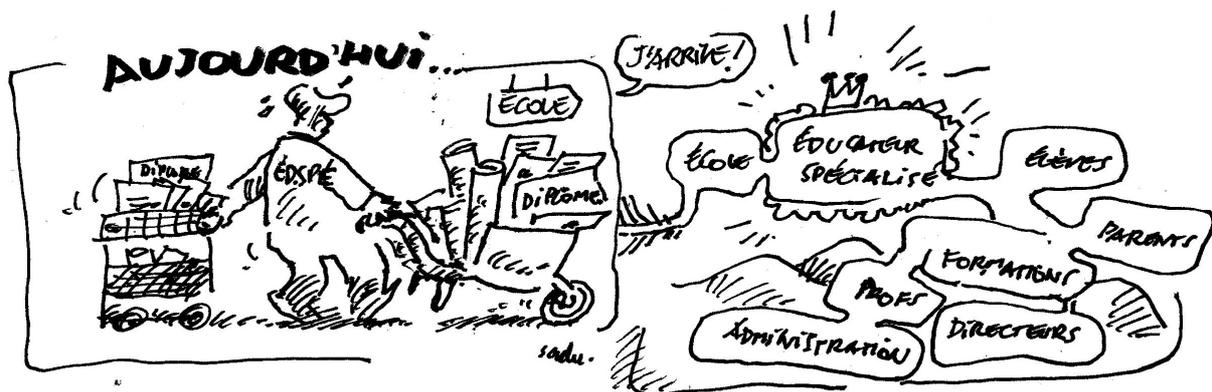
Car si tous mes interlocuteurs sont d'accord sur le fait qu'il faut prendre sa place, ils constatent que tous ne le font pas: avec le temps, l'éducateur s'est construit un petit mode de fonctionnement qui tourne bien, se réfugiant dans l'administratif sans se confronter au terrain, mais bien souvent ils ont alors perdu leur enthousiasme.

L'éducateur est-il "du côté" de l'élève ? Y a-t-il les profs et la direction qui sont du côté des normes et l'éducateur qui prend toujours la défense du jeune et conteste avec lui les règles - ou du moins n'en soutient pas systématiquement l'application ?

Non bien sûr, me répond-on, même si ce peut être ce que ressentent parfois les enseignants. Mais il est vrai que l'éducateur porte un regard alternatif sur la structure scolaire, en rappelant que la personne est supérieure aux normes mises en place pour les apprentissages.

Cette priorité accordée au bien-être du jeune et à la culture du dialogue n'implique absolument pas l'abandon des normes. Il s'agit au contraire que ce dialogue serve à faire entrer l'élève dans la compréhension et l'intégration des règles, ce qui, avec un public souvent fragile et un monde en perpétuelle évolution, suppose une grande capacité d'adaptation.

Un exemple simple: l'intrusion croissante du numérique dans la vie quotidienne, depuis l'omniprésence du GSM (on en fait quoi, quand et comment à l'école ?) jusqu'au harcèlement sur les réseaux sociaux, toute réflexion devant garder en point de mire le but ultime "comment aider collectivement les jeunes à grandir"



En élargissant leur rôle et reconnaissant mieux les éducateurs ne risque-t-on pas de **déresponsabiliser les enseignants** pour tout ce qui ne concerne pas strictement l'apprentissage scolaire ? Non car si l'éducateur est spécialisé, il n'est quand même pas omniscient; il y a donc nécessité d'établir des partenariats avec tous les acteurs de l'institution ainsi qu'avec tous ceux qui gravitent autour de l'institution, confirmant le rôle d'interface de l'éducateur, à l'écoute de chacun, du moins dans les écoles qui ont fait le pari de ne pas miser d'abord sur l'organisationnel mais sur le relationnel.

Ce travail axé sur le bien commun suppose d'ailleurs de définir : "qu'est-ce qui relève du collectif, qu'est ce qui relève de l'individuel ?" , la prise en charge du collectif appartenant à tous.

Ce soir, réunion de parents, qui prépare la salle ? Tous, dans l'idéal, parce qu'il n'y a pas de hiérarchie entre les formations ni entre les tâches. Cette réunion nous concerne tous, nous la préparons tous ensemble.

Sous un certain angle, le diplôme qui sanctionne une spécialisation de niveau supérieur chez les éducateurs permet aussi à ceux-ci de déterminer quelles sont leurs priorités - et dans l'exemple de la réunion de parents, relire au préalable les dossiers d'élèves qui posent problème doit passer avant ranger tables et chaises...

Un obstacle à cette complémentarité et au partenariat se trouvera dans le raidissement sur la question des horaires des enseignants. Il y a quelques années, on parlait de fixer la présence à l'école de tous à 36h/semaine, pour permettre la concertation et aménager/équiper des lieux propices au travail individuel et collectif, l'enseignant devenant alors, comme dans les autres métiers, quelqu'un qui travaille uniquement ou quasi ...sur son lieu de travail. Mais cette vision a complètement disparu de la réflexion dans les organisations professionnelles.

Il faut espérer que les jeunes formés aujourd'hui auront appris à surmonter leur peur du jugement de leurs pairs, à partager leurs connaissances, à construire les apprentissages ensemble et seront donc prêts à vivre leur métier en équipe.

Les plans de pilotage, prévus dans le *Pacte pour un enseignement d'excellence*, qui intègrent tous les partenaires devraient en principe créer ou soutenir des lieux collectifs de réflexion. Pour cela il faudra que les acteurs dépassent le sentiment d'imposition pour en faire une opportunité. Le CREMS va surveiller la place donnée aux éducateurs dans ce processus, pour qu'ils puissent y jouer pleinement leur rôle.

Laisser du temps au temps , une vérité qu'il n'est pas toujours facile de partager.

Pourtant le répressif marche de moins en moins et la construction chez le jeune d'un fonctionnement mieux adapté au cadre scolaire, prend du temps. Cela ne peut se faire qu'avec l'appui des professeurs et de la direction qui doivent accepter ce délai et cette autre manière de travailler dans laquelle on ne voit pas toujours qu'un coup d'arrêt à un comportement dérangeant a quand même été mis.

"Tu as démolé mon travail" s'exclame un enseignant à sa collègue éducatrice qui n'a pas donné la sanction attendue...

La méfiance des profs - puisque l'éducateur sait ce qui se passe dans les classes, il en voit les effets et les dérives - est compréhensible.

Pour la surmonter, il faut entrer dans le cadre de références de l'autre, sans le juger, fonder une alliance éducative indispensable, dans le respect mutuel et le dialogue. Dans l'humilité aussi, l'éducateur doit être convaincu de l'importance du partenaire prof, de sa compétence et de l'enrichissement mutuel.

Nous terminons cette passionnante après-midi avec un regard porté sur l'avenir de l'école et ses enjeux, à la lecture de ce qui se passe déjà aujourd'hui

- Les gamins ne supportent plus beaucoup l'autorité, l'école n'est plus toute puissante à l'égard des élèves ni des parents. Le travail des E-SEM sera de **créer un bien être collectif**, pour l'ensemble des gens qui côtoient l'école, pour que personne n'y ait peur et ne s'y sente dévalorisé

Et si une place plus grande n'est pas accordée aux ES, les tensions elles grandissent et une explosion n'est pas impossible.

- Il faut continuer à permettre à l'éducateur d'être **l'huile qui fait tourner les rouages** dans tous les domaines et non pas que dans l'administratif. En prenant le jeune là où il est au début de son parcours et en l'amenant peu à peu vers l'autonomie, l'intégration sociale, la fierté de ce qu'il est et de ce qu'il sait faire.

- **L'école n'étant plus une citadelle, tous les problèmes de l'extérieur y entrent et s'y développent, c'est pourquoi, faute de prendre en compte cette composante, on risque de devoir ouvrir encore de nouvelles prisons...**

- **Certains E-S peuvent se décourager** parce que les attentes qu'ils ont ne se retrouvent pas dans les tâches qu'on leur confie, parce que on les voit de nouveau comme les auxiliaires de l'ordre institutionnel, pour répondre aux exigences du marché et à la recherche de performances.

Or l'approche de l'E-S prend du temps.

Alors quelles pistes ?

L'accent doit être mis dès la formation initiale : travailler sur de vrais stages, avec de vrais contrats, Dans la formation des nouvelles directions, introduire un module sur le travail de l'éducateur en milieu scolaire et sur les partenariats possible.

Continuer à développer des lieux comme le CREMS pour échanger, superviser, interviewer, .. et faire passer dans les instances syndicales l'importance de ces temps de partage, par exemple, en réclamant des plages dans l'horaire (et pas systématiquement le mercredi après-midi)

Créer de véritables équipes, avec un coordinateur du terrain, en faire une fonction de sélection de celui qui connaît la réalité du travail et non pas choisir un préfet de discipline qui est souvent un ancien prof.

Merci à Anne, Aurore, Jean-Marie, Francis ainsi qu'à Leila qui n'a pu être présente mais a pris l'initiative de nos échanges.

Références communes à mes interlocuteurs, issues de leurs réunions et réflexions antérieures

En Belgique francophone, le métier d'éducateur est en principe exercé par des professionnels formés à cette fonction. Leurs tâches sont variées, et l'image que la société belge et européenne a d'eux ne reflète pas toujours la réalité de leur quotidien.

Ainsi, à travers cet écrit, nous voudrions donner la parole aux éducateurs de terrain, afin qu'ils puissent exposer leurs réalités concrètes de travail.

Avec le CREMS (Collectif d'Educateurs En Milieux Scolaires) de Liège, nous avons fait émerger 12 grandes lignes de force de l'éducateur en milieu scolaire.

1. L'éducateur fait partie d'une équipe d'intervenants plus vaste.
2. L'éducateur a une représentation claire de l'organisation de l'établissement.
3. La notion d'éducateur-référent d'élèves, de classes, de degré ou de section est essentielle.
4. L'éducateur gère les absences et les présences des élèves.
5. L'encadrement des élèves durant les temps transitionnels est attribué aux éducateurs.
6. L'éducateur est un levier important pour accompagner l'élève dans ses compétences tant transversales que disciplinaires.
7. L'éducateur veille sur chaque élève, est attentif à sa sécurité et à son bien-être. Il cherche à apprendre à le connaître afin de l'accompagner au mieux dans son évolution et son autonomie.
8. L'éducateur est un levier important à la construction du « vivre ensemble ».
9. L'éducateur est un des garants du respect de la règle et de la loi.
10. L'éducateur a un rôle central en matière de prévention des violences, du vol, du racket, des assuétudes, ...
11. L'éducateur connaît bien les ressources du secteur géographique et établit des liens de

partenariat.

12. L'éducateur est compétent pour émettre des avis lors des conseils de classe et des réunions de parents.

Cependant, il faut bien souligner que ces forces ne sont pas exercées de manière équivalente au sein de tous les établissements scolaires. L'éducateur ne sait parfois pas, ou ne peut pas, prendre sa place.

S'il veut s'intégrer et valoriser ses actions, il doit pouvoir entendre les difficultés de ses collègues, rendre compte de sa réalité quotidienne, et inciter la direction à lui donner une véritable place aux yeux des autres.

C'est ici que le management scolaire prend tout son sens. L'éducateur prendra ses forces ou ses faiblesses dans l'idée que la direction se fera de lui. Son champ d'action sera fortement influencé par la gestion de la direction, par la liberté et la confiance que celle-ci acceptera ou non de lui accorder.

Pour conclure, nous souhaiterions mettre l'accent sur l'implication personnelle des éducateurs, car être éducateur, c'est aussi accepter de se donner pleinement. C'est s'impliquer au-delà de la fonction tout en ne se négligeant pas soi-même.

Être éducateur, c'est aussi se former et utiliser des tiers pour ne pas fonctionner de manière purement réactive, mais avec professionnalisme et objectivité dans une fonction où l'émotion est au centre du travail social.

*Leila Slimani, assistante sociale,
membre du CREMS*

Educateur en milieu scolaire... un facilitateur de la relation !

En 1972, diplômé assistant social et attendant de trouver un job lié à ma formation, j'ai accepté une offre d'emploi dans une école secondaire, en tant que « surveillant ». Ce qui m'avait été dit à l'époque, c'est que ma mission première serait de surveiller les élèves pendant les heures d'études, les interours, durant certains examens mais aussi lors des absences des professeurs, durant les récréations et sorties.

Egalement, on me demanderait d'aider l'équipe des professeurs et du personnel administratif : contrôler l'assiduité des élèves,



les entrées et les sorties de classe et/ou de l'école, recopier les bulletins scolaires, délivrer des billets d'absence et de retenue. A certains moments, on me solliciterait pour encadrer les élèves dans des activités parascolaires (sport, culture ou loisirs) au sein de l'établissement. Enfin, des tâches logistiques et d'intendance pourront m'être aussi demandées, comme remplir les

distributeurs de boissons, préparer des salles pour une réunion, etc... Bref, des tâches sans beaucoup de lien avec ma formation initiale. Et pourtant, d'emblée, j'ai voulu regarder ces responsabilités autrement en misant sur **la qualité des relations tant avec les jeunes qu'avec les autres acteurs de l'école**. Le résultat, c'est que je suis resté dans cette école durant 31 ans, le reste de ma carrière professionnelle se déroulant au service de médiation scolaire.

L'enjeu qui s'est très vite imposé à moi a été de **faire évoluer la place, le rôle, le statut et la fonction de ces « surveillants » et de construire l'identité professionnelle d'éducateur-accompagnateur**. Un combat mené avec détermination, avec d'autres collègues issus des différents réseaux d'enseignement.

Pour cela il a fallu sensibiliser les éducateurs eux-mêmes, les Hautes-Ecoles qui forment des éducateurs spécialisés, organiser des colloques, des formations spécifiques, investir tous les lieux possibles pour donner de la visibilité et lisibilité au travail de l'éducateur.

Durant ces 45 dernières années, c'est **l'implication des éducateurs dans les organisations syndicales, les animations des conseillers pédagogiques, les formations spécifiques et plus récemment l'émergence d'un collectif de réflexion et d'action** qui ont permis de faire évoluer cette fonction dans l'école.

A titre d'exemples, **la place de l'éducateur dans les réunions de parents, dans les structures de participation, dans les conseils de classe fut obtenue, dans un premier temps, en négociant localement**. Par la suite, ces tâches ont été intégrées dans des recommandations faites aux écoles. Plusieurs référentiels de fonctions ont été établis, les premiers, fin des années 70 et les plus récents datent de 2003. Ces avancées se sont effectuées dans tous les réseaux. La difficulté, encore actuelle, c'est que ce sont des guides de visée non contraignants. Dès lors, selon les lieux, l'éducateur est un véritable accompagnateur du jeune et dans d'autres, il reste ce « polyvalent » très dépendant des logiques organisationnelles au détriment des aspects éducatifs de la fonction. A cet égard, le management et la culture de l'école sont souvent déterminants pour faire évoluer le métier d'éducateur en milieu scolaire.

Aujourd'hui, quels constats peut-on faire ? **Le surveillant/pion d'autrefois laisse de plus en plus la place à un véritable professionnel de l'éducation, de la prévention et de la médiation**. Cela se marque notamment par le décret titres et fonctions adopté en 2016 et qui précise que le titre requis pour accéder à la fonction d'éducateur en école est celui d'éducateur spécialisé, ce qui représente une avancée majeure.

Autre évolution, depuis septembre 99 et en fonction du type de diplôme qu'ils possèdent, une bonne partie des éducateurs du milieu scolaire bénéficient d'une revalorisation qui leur donne un barème équivalent à celui de l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (bac + 3).

Les organisations syndicales et différentes instances des réseaux d'enseignement continuent à revendiquer **qu'une véritable monographie de la fonction soit élaborée et valable pour toutes les écoles**. Un groupe de travail au sein du cabinet de la Ministre a été constitué et un texte clarifiant le profil de la fonction de l'éducateur en milieu scolaire est à finaliser. Il faudra rester attentif à ce que toute publication mette suffisamment en évidence le rôle d'accompagnateur du jeune. Aussi, un devoir de vigilance s'impose et l'éducateur aura toujours intérêt à bien se faire préciser à l'engagement le type de tâches qui lui seront demandées et de signer son contrat en connaissance de cause.

Aujourd'hui, même si le chemin reste encore long, l'éducateur en milieu scolaire démontre, par l'action, qu'il est un facilitateur de la relation. Il prend le risque quotidien de la rencontre et de la confrontation. Il est, en fonction de son engagement personnel, un révélateur d'une série de besoins et un activateur de changement dans le milieu complexe qu'est l'école.

S'il sait créer des **alliances positives et constructives** tant avec ses collègues directs qu'avec les professeurs, il a l'opportunité de faire émerger des espaces de paroles susceptibles de faire évoluer le système et ce en lien avec les fondamentaux de l'école où il est affecté. Cela nécessite qu'il ait la possibilité de développer son potentiel d'action et son autonomie. En même temps, il est en première ligne pour ouvrir l'école vers le réseau partenarial professionnel. A cet égard, il exerce une réelle fonction d'interface.

Par rapport à la société numérique qui s'installe de plus en plus dans l'école, l'éducateur accompagne le jeune pour le sensibiliser à **une posture et à une éthique dans l'utilisation des nouvelles technologies**.

Au niveau des familles, souvent en difficulté avec l'école, il a une place privilégiée pour les accueillir, les reconnaître dans leurs compétences, les considérer comme des partenaires à part entière et les réconcilier avec l'école.

Ces premiers constats révèlent que le métier d'éducateur en milieu scolaire est devenu un métier complexe. Entre le travail d'accompagnement socio-éducatif des élèves, les exigences administratives de la fonction, la gestion des espaces et des temps « transitionnels », et parfois même une aide logistique plus ponctuelle, **l'éducateur a besoin, dans le cadre de sa fonction, d'une plus grande cohérence et d'une meilleure visibilité.**

Francis Mulder

Brèves

Pour tout savoir sur les possibilités d'enseigner ou d'étudier dans le cadre et avec l'aide de l'Union Européenne <http://www.enseignement.be/index.php?page=0&navi=183>

EUROPE ET INTERNATIONAL

Partir étudier à l'étranger

En savoir plus...

- Etudier dans le pays hôte
- Suivre les programmes de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Venir étudier en Belgique

En savoir plus...

- Etudiants étrangers
- Belges de retour de l'étranger
- Le système éducatif

Mobilités scolaires - séjours scolaires individuels

Erasmus, Comenius, Grundtvig, Leonardo da Vinci ...

- Programme EXPEDIS
- Programme ERASMUS+ (2014-2020)
- Liens utiles

Recherches européennes

Le programme-cadre de la Communauté européenne pour des activités de recherche...

Organismes éducatifs européens

Liste d'organismes et d'institutions qui oeuvrent dans le milieu de l'éducation au niveau européen

LE PROJET EHNE

« Réinsérer l'histoire du projet européen et de sa mise en œuvre dans l'histoire générale implique une écriture renouvelée de l'histoire de l'Europe elle-même.

L'objectif principal du projet EHNE est d'éclairer la crise que connaît actuellement l'Europe en reconstruisant une historiographie nouvelle de l'Europe qui s'adresse tout autant au monde scientifique qu'au monde enseignant, aux citoyens et aux politiques.

Son ambition est de placer l'école historique française en histoire de l'Europe et des relations internationales au cœur des débats historiographiques et contemporains les plus essentiels. »

(site du <http://labex-ehne.fr>)

Depuis début 2016, la consultation de l'Encyclopédie en ligne est possible et celle-ci ne cesse de s'enrichir. En décembre de cette année a également été lancé le laboratoire d'innovation pédagogique sur l'Europe (LIPE) <http://www.lipe-europe.eu>

On souhaiterait que ces outils, puissants, modernes et de grande qualité dépassent, tant au niveau des collaborateurs que des utilisateurs le cadre français et que nous puissions, avec nos experts, contribuer à la richesse de ses contenus. Nous reparlerons bientôt de cette belle aventure !

« Quel futur pour l'Europe »

débat avec Gérard Bouchard¹, auteur de « *L'Europe en quête d'Européens. Pour un nouveau rapport entre Bruxelles et les nations* » et Michel Theys², auteur de *Jacques-René Rabier, Fonctionnaire-militant au service d'une certaine idée de l'Europe*

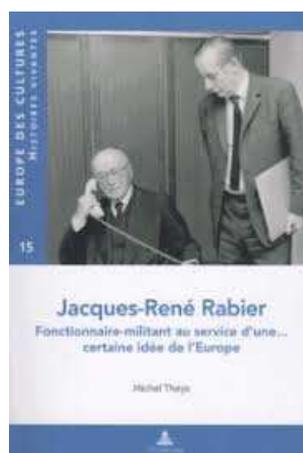
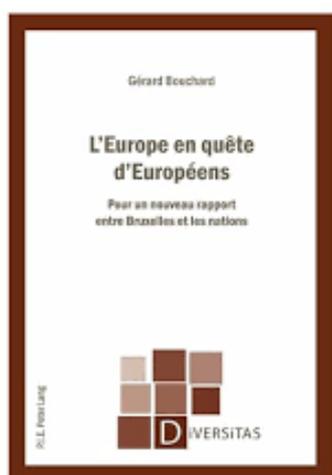
La Foire du livre politique, qui en était à sa 10^e édition, proposait pendant 4 jours de cette fin novembre de nombreux débats autour de publications récentes et de thèmes d'actualité.

Or, pas besoin de justification longue et complexe pour dire que s'interroger sur l'avenir de l'Europe est bien une question dans l'air du temps, même si les causes de la réponse plutôt pessimiste qu'on récoltera généralement ne placent pas toujours les responsabilités aux mêmes endroits, ni aux mêmes niveaux.

Dès le départ, on perçoit que ce sera plutôt échanges qu'oppositions car les deux invités sont d'accord sur le constat d'origine : l'Europe s'est construite dans un climat émotionnel fort - une vive répulsion envers la violence et l'ardente volonté de faire régner la paix sur le continent - que partageaient les élites de différents pays, selon un processus qui tint constamment à distance les nations et les peuples.

Le professeur québécois insiste, lui, sur le cruel déficit de traditions, de mythes, d'identité européens, pas faute d'avoir beaucoup essayé pourtant ! Mais un défaut originel a freiné cette construction de symbolisme collectif fort, c'est la grande méfiance manifestée à l'égard des nations ou du nationalisme, considérés comme les terreaux des guerres. L'expérience en Europe de l'Ouest avec Hitler, Franco ou Mussolini, tendait à leur donner raison mais cette généralisation n'était pourtant pas pertinente car le nationalisme a existé dans d'autres endroits du monde en portant des valeurs tout-à-fait défendables qui ont permis de se libérer de dominations injustes (dans le monde anglo-saxon) ou de développer des Etats démocratiques (en Scandinavie)

La solution passerait donc pour lui par une certaine réhabilitation des nationalismes dans lesquels les peuples pourraient se reconnaître, renouer avec leur culture tout en se reliant à ce que propose l'Europe. La condition serait de systématiquement valoriser dans ces nationalismes et cultures ce qui renforce les valeurs européennes.



Michel Theys rappela que si les peuples furent tenus à l'écart, c'est que 5 ans après la fin de la 2^e guerre, aucun citoyen n'aurait voulu voter pour une union, fût-elle pacifique, avec l'Allemagne !

Depuis lors, même si le contexte est tout différent, ce sont les politiques de chaque Etat qui empêchent leurs citoyens d'accéder au niveau supérieur, dans la mesure où ils estiment que

¹ Sociologue, historien, chercheur québécois. Professeur émérite à l'université de Chicoutimi.

² Journaliste couvrant l'information européenne depuis 1978. Editorialiste à l'Agence Europe et responsable du supplément « Bibliothèque européenne » du Bulletin quotidien Europe

c'est eux seuls qui peuvent gérer cette chasse-gardée, ce réservoir de voix que sont leurs habitants.

Pour le journaliste, la symbolique européenne existe, ne fût-ce qu'avec l'euro. Il y a donc d'autres causes à ce mésamour ou ce désamour

- il n'y a pas de media européen embrassant les thématiques politiques, sociales, économiques, culturelles de tous les Etats de l'UE ;

- il n'y a pas d'éducation à l'histoire européenne ;

- les élus ne portent que les attentes et les besoins de leurs compatriotes, les intérêts de leur Etat au Parlement ; il y a donc cloisonnement ou juxtaposition d'intérêts sans véritable défense du bien commun de l'UE ; d'autre part le vrai pouvoir reste aux mains des chefs de gouvernement et le Parlement est encore un acteur de 2de zone.

La preuve en est que les enjeux européens ne sont quasi pas présents dans les campagnes électorales nationales.

G. Bouchard reprend en affirmant que s'il était d'ici, il serait à la fois très nationaliste et très européen. Aujourd'hui on assiste à une vague de mondialisation à qui on ne fait pas vraiment confiance, même si elle peut porter autre chose que des victoires commerciales, comme la défense des Droits de l'Homme ou l'égalité des genres. Or l'Europe pourrait avoir une place essentielle de médiatrice, intermédiaire entre le monde et les nations, comme soutien et expression de valeurs démocratiques

M. Theys pense que la majorité des domaines politiques vont rester au niveau des nations mais qu'il est d'autant plus nécessaire pour que le citoyen s'investisse, que ce qui devient espace de décision européen connaisse une démocratie pleine et entière.

Le verrou des décisions, unanimité ou majorité, processus soutenu par les gouvernements pour préserver leur pouvoir, empêche le développement de centralisation des pouvoirs vers le niveau européen.

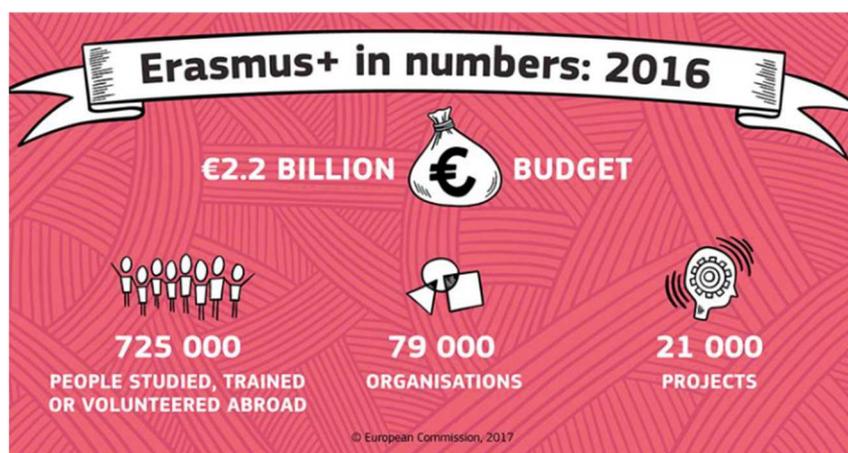
Même si des études montrent que durant les cinq derniers siècles, notre continent fut le plus meurtrier de la planète, il y a encore moyen de nous mobiliser pour le bien ou contre le mal, même si seulement 30% de citoyens font confiance en l'Europe telle qu'elle est. Pourtant l'émotion existe, mais elle se manifeste dans le refus et non pas l'adhésion au projet, à chaque fois qu'une décision difficile ou douloureuse est attribuée à « l'Europe ».

Mobiliser au départ de ce rejet pour construire une autre Europe devrait être possible.

L'obstacle essentiel reste, pour G. Bouchard, que la mobilisation doit se faire par le biais des cultures et des sentiments nationaux, alors même que ces notions sont lues très négativement aujourd'hui encore en Europe.

Notes prises par Thérèse Jamin

Et avec ces centaines de milliers de jeunes Erasmus, « Europe - no Futur, really ? »



Nouvelles de l'AEDE-EL.be

Ce samedi 16 décembre, notre section a tenu son Assemblée Générale statutaire au cours de laquelle notre Président **Philippe Plumet** a présenté sa démission. Malgré un emploi du temps fort chargé - notamment pour *Démocratie ou Barbarie* dont il est des coordinateurs, il avait accepté cette fonction il y a cinq ans mais, constatant qu'il ne pouvait y consacrer le temps qu'il souhaitait et donc y injecter le souffle qu'il sentait nécessaire, il a demandé de pouvoir passer le flambeau.

C'est **Florence Loriaux**, historienne également, partageant son temps de travail entre les auditoires de HELMo/Esas et l'association CARHOP (Centre d'animation et de recherches sur l'histoire ouvrière et populaire) pour laquelle elle a plusieurs ouvrages et expositions à son actif, vice-présidente de l'AEDE-EL, qui a recueilli cette charge avec humilité et volonté !

Nous remercions vivement Philippe Plumet pour tous les services qu'il a rendus à l'association depuis plus de 20 ans, avec une conviction européenne et démocratique sans faille et souhaitons à Florence Loriaux que la « transfusion » du dynamisme qui fait sa caractéristique principale soit comme un cocktail vitaminé pour l'avenir de notre section.

Lors de la même assemblée, nous avons eu le plaisir d'accueillir parmi nous Etienne Sottiaux, directeur de la catégorie pédagogique de HELMO et administrateur-délégué d'Inforef, notre partenaire de longue date. Soyons sûrs qu'ainsi pourront se renforcer encore les liens qui existent déjà entre nous mais surtout lancer de nouvelles synergies avec la Haute Ecole libre liégeoise.

Enfin nous avons aussi accepté la démission du bureau de Jules Leroux dont la santé ne lui permet plus d'être présent fréquemment parmi nous mais il garde tout son enthousiasme européen dans l'assemblée générale. Merci Jules !

Les fonctions au sein de notre association ont ensuite été réparties ainsi

Présidente : Florence Loriaux

Vice-Président : Jean-Marc Delbovier

Trésorier : Yves Tinel

Secrétaire : Thérèse Jamin

Administrateurs : Benoît Guillaume, Roger Lesage et Bruno Mathelart



Nouvelles de l'AEDE Internationale

En janvier 2018, les représentants nationaux de l'AEDE Internationale se retrouveront à Strasbourg pour leur assemblée générale statutaire, visant à présenter la gestion des budgets et les activités qui ont eu lieu durant cette année. On procédera également à l'élection du bureau de l'AEDE. C'est notre présidente Florence Loriaux qui parlera et écoutera en notre nom !

Les projets européens de notre partenaire : Inforef

INFOREF *partenaire*
dans le projet Européen



Dialogue interreligieux et prévention du radicalisme

Période 2017-2019

Le récent rapport du Parlement européen a attiré l'attention sur le rôle important que devraient tenir les écoles et l'enseignement pour prévenir la radicalisation. Permettre aux enseignants de jouer un rôle actif contre toutes les formes de discrimination et de racisme est essentiel pour y parvenir.

Le projet européen « Noradica » s'inscrit dans **la promotion du dialogue interreligieux** et la compréhension mutuelle entre élèves de cultures différentes pour contribuer à lutter contre toutes les formes de discrimination et **prévenir la radicalisation**.

Ce projet est soutenu par le programme Erasmus+ et rassemble cinq pays (Italie, Pologne, Belgique, France et Roumanie).

L'objectif du projet est de former et d'encourager les enseignants à lancer ce dialogue en classe via l'utilisation de **pratiques pédagogiques innovantes (un e-book interactif à destination des enseignants, un dessin animé pour les élèves)**. Une délégation de chaque pays participant au projet (enseignant et/ou personnel scolaire) pourra bénéficier d'une formation de 5 jours organisée par l'Université de Catane, au cours de l'année scolaire 2018-2019.

*Promouvoir le dialogue interreligieux et interculturel à l'école
via des pratiques pédagogiques innovantes,
pour prévenir les jeunes des dangers
de la radicalisation et de l'extrémisme.*

Inforef recherche dès le mois de novembre 2017 :

- **Des écoles primaires et secondaires (élèves 12 -16 ans) désireuses de s'investir dans le projet**
- **Des enseignants (principalement des professeurs de religion et/ou de citoyenneté) prêts à :**
 - Répondre à une enquête
 - Décrire leurs bonnes pratiques
 - Tester les outils pédagogiques créés
 - Echanger entre collègues belges et européens

Informations sur le projet <http://inforef.be/projets/Noradica.html>

Toute personne intéressée est invitée à contacter :
Inforef rue du Vertbois, 27 - 4000 Liège - tél. +32 4 221 04 65
info@inforef.be - <http://inforef.be>

inforef._{be}

Projet européen soutenu par le programme Erasmus+ KA2
(Coopération pour l'innovation et l'échange de bonnes pratiques)
N° 2017-1-IT02-KA201-037002



Erasmus+

INFOREF
promoteur du projet Européen



Plateforme de formation en ligne pour travailler en Europe :
guidance professionnelle et formation linguistique

Période 2015-2018

L'objectif du projet « Vocational Guidance in CLIL » est **de promouvoir la mobilité des travailleurs européens en recourant à la méthodologie « CLIL »** (en français « EMILE », Enseignement de Matières par Intégration d'une Langue Etrangère). Les partenaires du projet ont développé **une plateforme de formation** afin de soutenir les personnes qui souhaitent acquérir une expérience professionnelle dans un autre pays européen, en leur proposant à la fois **une guidance professionnelle et une formation linguistique**. Ce projet européen est soutenu par le programme Erasmus+ et rassemble cinq pays (Italie, Espagne, Royaume-Uni, Autriche et Belgique).

Qu'est-ce que CLIL ?

CLIL est une approche d'apprentissage d'un contenu par le biais d'une autre langue (étrangère ou secondaire), pour enseigner ainsi le sujet et la langue. Les avantages de CLIL peuvent être perçus en termes de connaissance culturelle, d'internationalisation, de compétence linguistique, de préparation aux études et à la vie professionnelle, et de motivation.

Plateforme de formation

La plateforme de formation s'adresse aux adultes qui envisagent de chercher du travail dans l'un des pays du partenariat du projet.

Le matériel de formation aborde tous les sujets utiles pour la recherche d'emploi dans l'un des pays partenaires tout en renforçant la maîtrise de la langue nationale. Il se concentre sur les **niveaux linguistiques B2 et C1** du **CEFR** en partant du principe que les utilisateurs ont au minimum un niveau B1 (un test linguistique est disponible en chaque langue pour les utilisateurs qui ne connaissent pas leur niveau).

À chaque niveau, la plateforme propose **4 modules d'exercices** dans lesquels toutes les compétences linguistiques sont abordées (**lecture, audition, écriture et parole**).

Les 4 modules sont consacrés à ces sujets :

- Chercher un emploi
- Postuler
- Passer un entretien d'embauche
- Acquérir des compétences interculturelles

Le contenu est conçu pour être acquis en toute autonomie. L'accès et l'inscription à la plateforme sont gratuits.

Informations sur le projet <http://vgclil.eu/index.php>
Plateforme de formation <http://vgclil.eu/training-platform/>

Contact Inforef

rue du Vertbois, 27 - 4000 Liège - tél. +32 4 221 04 65
info@inforef.be - <http://inforef.be>

Inforef.be

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union
15PA0003 (2015-1-BE01-KA204-013197)



Erasmus+

Le mouvement esperanto (avec la complicité de notre membre Aede-El.be Germain Pirlot)

Le Prix italien des Droits de l'Homme 2017 attribué à la Fédération Italienne d'Espéranto (IEF)

18 octobre 2017. L'association "Presse Libre Internationale – FLIP" et la section italienne d'Amnistie Internationale décernent chaque année le Prix italien pour les Droits de l'Homme nommé "Civilisation mondiale et Droits de l'Homme" et dédié à la mémoire de l'ex-vice-président de FLIP, Antonio Russo; c'est ce prix (un diplôme et une peinture) que reçut pour 2017 la Fédération Italienne d'Espéranto (IEF).

Cette décision a été motivée entre autres par le fait que :

- IEF contribue à la campagne de l'Unesco "Série Orient-Occident" pour faire connaître à l'étranger les chefs-d'œuvre des diverses cultures; de l'italien ont été traduites en espéranto des oeuvres comme "La divine comédie" de Dante, "Le prince" de Machiavel, "Les vaincus" de Verga, "Les fiancés" de Manzoni, "Vie d'un homme" d'Ungaretti, "Les chants" de Leopardi, "Myrica" de Pascoli, et bien d'autres;
- parmi les buts d'IEF est stipulé e.a. : "... [IEF] organise des initiatives de solidarité qui visent à encourager une profonde intégration culturelle entre les hommes et les peuples de langues différentes".

Le « Courrier de l'UNESCO » en espéranto :

Depuis 2017 le « Courrier de l'UNESCO » est aussi publié en espéranto grâce à une initiative chinoise et à la collaboration de 36 volontaires de 26 pays. Le premier numéro (avril-juin 2017), 76 pages, peut être consulté sur le site :

http://uea.org/pdf/Unesko-Kuriero_1-2017.pdf

A cette occasion voici le message que Mme Jasmina Šopova, directrice éditoriale du « Courrier » a envoyé le 13 septembre 2017 à 17 fonctionnaires de l'UNESCO (ce message a été traduit en espéranto par André Pechonkin, Russie, membre du groupe "UNESKO-Kuriero" dont le rédacteur en chef est Huang Yinbao, Chine) :

"Chers collègues,

Je suis heureuse de vous informer que le Courrier est publié en espéranto depuis cet été. Il a été lancé à l'occasion du Congrès Universel d'Espéranto qui s'est déroulé à Séoul du 22 au 29 juillet 2017, avec la participation de 1.300 personnes de 62 pays.

Je suis aussi heureuse d'accueillir Huang Yinbao, rédacteur en chef de la version en espéranto du Courrier. Veuillez noter qu'à l'avenir nous devons mentionner dans notre correspondance avec les collaborateurs et dans le matériel publicitaire que le Courrier est publié dans les 6 langues officielles de l'UNESCO – anglais, arabe, chinois, espagnol, français, et russe – ainsi qu'en portugais et en espéranto.

*Merci de votre attention,
Jasmina"*

Etude sur la valeur propédeutique de l'espéranto pour l'apprentissage de langues étrangères, financée par l'UE

L'agence nationale croate de la Fondation Européenne Erasmus+ a décidé d'attribuer une subvention de quelque 250.000 euros au projet "Lingva Akcelilo" (Accélérateur linguistique) dans lequel collaboreront neuf partenaires : l'université de Maribor en Slovénie et celle d'Odense au Danemark, ainsi qu'une école primaire en Bulgarie, Croatie, Slovaquie et Slovénie. Parmi les partenaires, l'on trouve aussi les Studios Gaus à Berlin qui s'occuperont du suivi informatique du projet.

Le principal partenaire est la maison d'édition croate Izvori qui a déjà édité quelques dizaines de livres en espéranto. Participeront aussi l'organisation Education@Internet ainsi qu'Inter-Kulturo avec son expérience de la méthode de Zagreb pour enseigner l'espéranto.

Il s'agit d'un projet qui créera du matériel didactique pour les enseignants chargés du cours *Lingva Akcelilo*, avec pour but essentiel un apprentissage plus rapide d'une deuxième ou d'une troisième langue étrangère. Le projet prévoit un cours pour des enfants de 7-8 ans qui savent lire et écrire, mais qui n'ont aucune notion de règles de grammaire. Le but du projet est d'élaborer une méthode d'enseignement qui, en présentant les bases de l'espéranto, aidera des enfants à comprendre les structures élémentaires des langues. Simultanément, les enfants apprendront à parler et à utiliser l'espéranto à un niveau minimum pour pouvoir communiquer avec des élèves d'autres pays

Demande de correspondance d'une école de Madagascar

L'apprentissage de la langue espéranto est en plein épanouissement dans la Grande Ile. Outre les cours dispensés à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, à l'Université d'Ankatso, le Collège Privé Bouba, situé à Ambohimananarina est l'un des rares établissements scolaires à accepter l'enseignement de l'espéranto. « *Quelque 300 élèves apprennent la langue avec enthousiasme et assiduité* », selon Sahoby Rasoarimalala, directrice de l'école, qui ajoute que « *cette langue est un instrument efficace de communication internationale et facilite l'étude des langues étrangères* ». Dans le cadre de la promotion de cette langue, une manifestation culturelle espérantiste sur le thème « *Découverte de l'Espéranto* » s'est tenue au CEMDLAC* Analakely en juillet 2017. Organisée par le club universitaire « *Brilanta Suno* », cela fut l'occasion pour la représentante de l'UNESCO chargée du programme culture d'encourager le club dans ses activités en matière de développement de l'espéranto.

*Centre Malgache pour le Développement de la Lecture publique et l'Animation Culturelle

Le Collège Bouda serait heureux d'avoir des correspondants avec des écoles étrangères, non seulement en espéranto, mais aussi en français, anglais et allemand, langues qui sont enseignées au même titre que l'espéranto.

sahobygimnazio7@yahoo.fr

Collège Bouba, Lot: IVF 75 Ambodihady / Ambohimananarina, Antananarivo-101, Madagascar;

20 ans de cours d'interlinguistique et d'espérantologie à l'Université Adam Mickiewicz de Poznan, Pologne

Depuis 1997 l'Institut de Linguistique de l'Université Adam Mickiewicz de Poznan, la deuxième plus grande université polonaise, organise 3 ans d'études d'interlinguistique internationales sous la direction du Prof. Ilona Koutny, membre de l'Académie d'espéranto; parmi les conférenciers l'on trouve d'éminents espérantologues de plusieurs pays.

Ces études donnent un aperçu de la linguistique générale et appliquée, concentrée sur la communication internationale et interculturelle. Elles traitent aussi des langues planifiées et en profondeur de la grammaire, de la littérature, de la culture et de l'histoire de l'espéranto. Lors de la 3e année il est possible de se spécialiser en communication, linguistique, littérature, traduction, linguistique planifiée ou pédagogie linguistique. Les étudiants préparent leurs travaux chez eux, mais sont en contact virtuel avec les conférenciers. Une fois par semestre, des sessions intenses d'une semaine sont organisées à l'université.

Les candidats doivent être détenteurs d'un diplôme d'études supérieures et posséder une bonne connaissance de l'espéranto. Certains peuvent bénéficier d'une bourse de l'*Esperantic Studies Foundation*, fondation américaine qui finance des études, des projets éducatifs et des conférences sur la diversité linguistique.

Après 20 ans, le 7e groupe interlinguistique a pris le départ avec 21 participants de 12 pays : Allemagne, Brésil, Chine, Corée, Espagne, Etats-Unis, France, Kazakhstan, Pologne, Russie, Suisse, Turquie.

Coordination des associations pluralistes de professeurs - CAPP L'AEDE-EL et ses partenaires au Salon Education 2017

Le 24e Salon Education s'est tenu à Charleroi du 18 au 22 octobre 2017.
Selon les organisateurs, 20.817 visiteurs ont été enregistrés.

L'AEDE-EL a pu y être représentée dans le cadre de sa collaboration avec la "Coordination des Associations Pluralistes de Professeurs" (CAPP) présente durant ce Salon sur le stand du Projet interdisciplinaire "L'Education financière à l'Ecole" de Wikifin.be Il s'agit d'une initiative de la FSMA à laquelle participent la CAPP et ses associations membres comme l'ABPMef et l'APSE.

Des enseignants assurant la permanence de la CAPP sur le stand ont pu remettre aux visiteurs l'imprimé promotionnel de l'AEDE-EL et leur montrer son Bulletin d'information.

Le Président de l'APSE attire l'attention de l'AEDE-EL sur le nombre très élevé d'enseignants



et de normaliens qui s'arrêtaient à l'imposant stand de l'Union européenne. La question est dès lors posée de déterminer comment l'AEDE-EL pourrait bénéficier de cet engouement du public pour l'information sur l'Europe pour amener des enseignants à adhérer à son projet associatif ? Intercepter ces visiteurs dans l'allée du Salon est déontologiquement difficile, mais il y a là un potentiel qui mérite d'être étudié et fidélisé par des moyens appropriés à définir par l'AEDE-EL.

Le 25e Salon Education se tiendra à Bruxelles du 3 au 7 octobre 2018 à Bruxelles Expo (dans les Palais 4 et 8). La CAPP et l'APSE invitent l'AEDE-EL à les rejoindre dans ce nouveau défi de l'information en faveur des enseignants francophones.

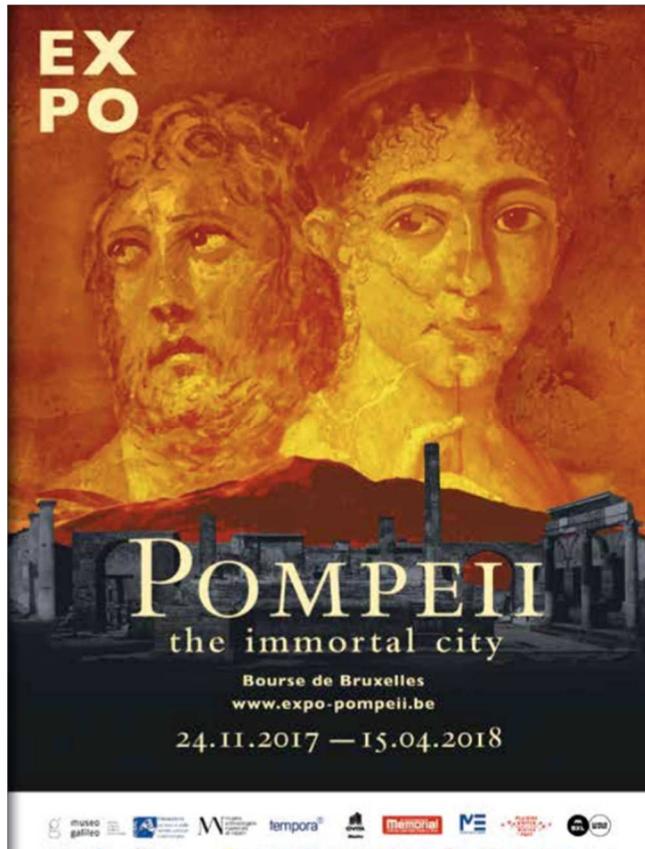
Henri Aertsens
CAPP

Excursions

Le samedi **10 mars 2018**, nous vous invitons à rejoindre la Bourse de Bruxelles pour participer à une visite guidée de l'exposition

➤ **Pompéi the immortal City**

L'asbl *Musée de l'Europe*, en collaboration avec *Tempora* et son partenaire italien *Civita*, a mis sur pied une exposition d'exception à Bruxelles sur l'histoire de Pompéi.



Le musée *Galileo Firenze* et le *Museo archeologico Nazionale in Napoli* ont élaboré le scénario scientifique du parcours. L'exposition plonge le visiteur au cœur du drame et des ruines de l'antique cité. Des moyens audio et vidéo sophistiqués nous font communier avec les habitants de l'époque, tels qu'ils ont vécu ce terrible épisode.

Tous les moyens de la muséologie actuelle ont été monopolisés pour faire revivre la cité antique détruite en 79 après J.C.

Les temps forts de l'expo

- des moments immersifs émouvants comme la destruction de la cité, la découverte des habitants figés dans les cendres,
- plus de 100 objets authentiques en provenance des fouilles archéologiques,
- des reconstitutions de machines spectaculaires,
- l'histoire d'une famille accompagne le visiteur tout au long du parcours,
- des vues 3D de la ville comme elle était au moment de sa destruction,
- des outils interactifs font découvrir aux enfants les surprises des fouilles.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le très beau et très complet site qui est consacré à l'exposition, vous pourrez notamment en faire une visite virtuelle qui tiendra lieu d'apéro avant d'en savourer la dégustation complète à nos côtés !

<http://expo-pompeii.be/>

Infos pratiques

- RV devant la Bourse le samedi 10 mars à 10h30
 - Visite jusque 12h30 environ avec la complicité et l'expertise de Jean-Marie Plumer, historien de l'Antiquité.
 - Ensuite nous dînerons dans un restaurant proche de la Bourse, temps où notre guide restera avec nous pour répondre à nos curiosités supplémentaires sur l'époque, l'antiquité romaine, les fouilles, etc...
- Fin approximative 15h

La participation s'élèvera à 20 euros par personne, visite, accompagnement de notre historien et un verre de vin (italien bien sûr !) au restaurant.

Le diner sera choisi et payé par chacun.

Inscription à verser au plus tard le 1^{er} février, au compte de l'Aede-el.be :

BE45 7925 7681 4289 avec mentions suivantes : **Pompei - noms - 20Xnombre de personnes.**

Nous vous rappelons à cette occasion que devenir membre de l'Aede et donc soutenir à la fois l'idée européenne solidaire, positive, et dynamique et notre association ne vous coûtera que 10 euros pour l'année complète.



- D'autre part, le **samedi 5 mai et le dimanche 6 mai 2018**, nous souhaiterions organiser un week-end **Camille Claudel - Auguste Rodin**.



Le samedi serait consacré au voyage en car puis à la visite de la maison-musée de Camille Claudel à Nogent sur seine. C'est là que nous logerons

Le dimanche, départ vers Paris et le musée Rodin
Retour dans la soirée du dimanche

Prix : pour un groupe de 25 personnes, le montant se situerait autour de 180 euros/personne. Il comprendrait voyage, entrées dans les musées et nuitée et petit-déjeuner.

Les repas sont à charge des participants.

Chargement du car : Liège Guillemins et parking autoroute de Namur (Spy, à confirmer)

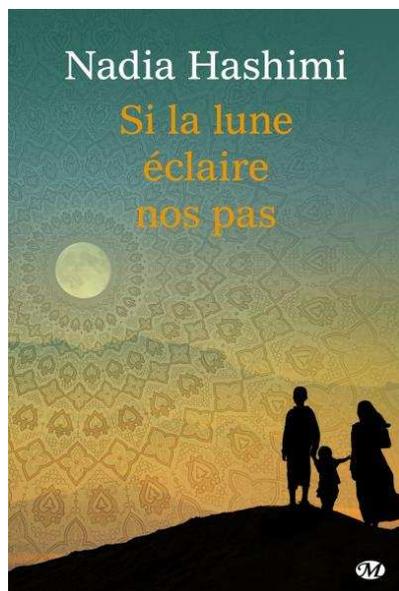
Plus de détails seront donnés dans le numéro de mars mais pouvez-vous déjà nous signaler votre intérêt pour voir la possibilité de finalisation de cette idée ;-)

Mail : therese.jamin@aede-el.be

Lu, vu, visité pour vous

Livres

Si la lune éclaire nos pas de Nadia Hashimi



Ce récit est une fiction, un conte qui nous raconte le parcours d'une afghane née dans les années 1970.

Nous découvrons sa jeunesse marquée par le poids des traditions et superstitions de la société afghane.

Malgré ces freins, Fereiba arrive, par sa volonté, à construire sa vie : elle va à l'école, devient enseignante.

Elle fait un mariage traditionnel - elle ne choisit pas son époux – qui s'avère petit à petit devenir un mariage d'amour.

Le couple et leurs enfants vivent heureux jusqu'au jour où tout bascule avec l'arrivée des talibans.

Kaboul vit sous la terreur des bombardements et la cruauté des envahisseurs.

Les femmes sont recluses à la maison et sous la burqa, interdites de travail.

Le mari de Fereiba est enlevé et assassiné.

Si elle ne veut pas subir le même sort et protéger ses enfants, elle doit partir.

Commence alors le long parcours périlleux de l'exil.

Chemin de misère où le danger, la peur, l'exploitation et la déshumanisation font partie du quotidien des désormais clandestins.

Pour Fereiba et ses enfants, l'histoire se termine bien ; combien d'autres resteront, vaincus, sur le bord du chemin ?

L'histoire de Fereiba et de ses enfants me touche particulièrement parce qu'elle fait écho, avec justesse, aux récits des familles afghanes que j'ai rencontrées ;

Toutes m'ont raconté, avec pudeur, l'enfer de Kaboul sous le tir des roquettes, la marche forcée sur les chemins de montagne pour rejoindre l'Iran, la longue traversée de l'Europe avec ses souffrances et incertitudes.

Tous n'ont qu'un but : se reconstruire et surtout, surtout, offrir un avenir meilleur à leurs enfants.

N'est-ce pas là une raison suffisante pour leur offrir un peu plus d'humanité que nos frontières fermées ?

Nadia Hashimi vit à Washington où elle exerce le métier de pédiatre.

Ses parents ont quitté l'Afghanistan dans les années 1970. Ils y sont retournés pour la première fois en 2002 avec leur fille. Ce voyage lui a permis de découvrir l'histoire et la culture de l'Afghanistan dont ses romans sont imprégnés.

En 2016, elle reçoit le prix des lectrices pour son roman « La perle et la coquille ».

« *Si la lune éclaire nos pas* » est son dernier livre paru en 2017 (Editions Milady)

M-C. Sour

La Chute des géants (tome 1 de la trilogie « **Le Siècle** ») de Ken Follet, paru en 2010

Sans doute les profs d'histoire devraient-ils penser à donner un prix à cet auteur qui a réussi à faire aimer le moyen âge (et la lecture) à des milliers de collégiens avec « *les piliers de la terre* ».

Depuis lors, il s'est promené au travers d'autres époques plus proches de nous et chacun de ses romans reste une entrée très efficace et plutôt crédible dans un contexte que, bien souvent, nous avons étudié, dans le secondaire comme à l'université, de manière fort désincarnée.

Le XIX^e victorien est son milieu de prédilection ; il nous y fait pénétrer au cœur de la société, campant des familles et des individus depuis la très haute noblesse jusqu'aux tout petites gens, en passant par les fonctionnaires, employés de banque ou cadres d'entreprise. On explore avec lui tous les environnements, de la criée de la Bourse aux carreaux de la mine, des collines doucement ondulées de la verte Angleterre aux avenues hyper-animées de Londres.

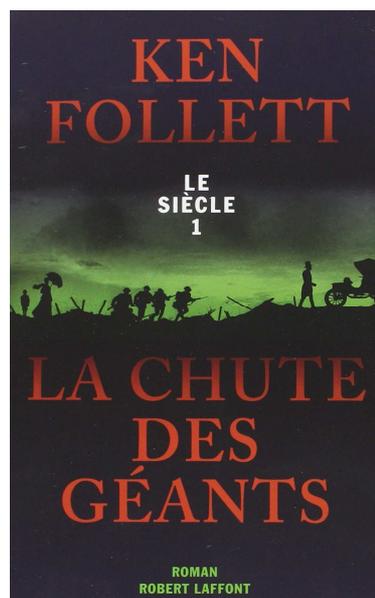
Le principe de la saga est évidemment un peu risqué car elle suppose des monceaux de personnages qui, eux-mêmes, postulent une lecture un peu soutenue pour retenir rapidement qui est qui. Une difficulté que même la précaution de donner en début de volume la liste des protagonistes n'efface pas.

Mais c'est aussi un principe qui a fait ses preuves car, une fois accroché aux heurts et malheurs des héros, on ne peut s'en arracher sans savoir ce qui va leur arriver à la page, au chapitre, au volume suivant !

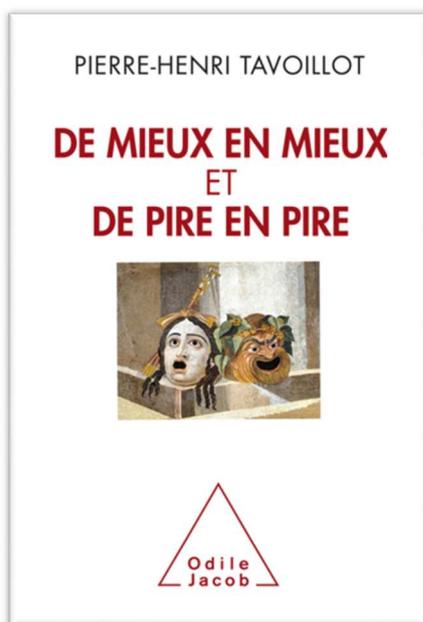
La chute des géants est un très bon exemple de ce que je décris, et lorsque le lecteur est d'emblée pris à témoin de la première descente au fond de la mine de Billie qui fête ce jour-là ses 13 ans, tout est mis en place pour captiver et entretenir l'attention du lecteur.

Avec ce tome qui démarre à la veille de la 1^{ère} guerre mondiale, on vivra donc un siècle avec les personnages et leurs descendants, admirant leur ascension sociale, nous indignant de leur tranquille indifférence à l'égard de la misère, les accompagnant dans leur exil, découvrant avec eux les arcanes du pouvoir, les complexités de la diplomatie et même les coups feutrés de l'espionnage.

Un bon cadeau à proposer sous le sapin pour qui aime l'histoire et l'aventure.



De mieux en mieux, de pire en pire de Pierre-Henri Tavoillot chez Odile Jacob



(2017) ou « nous adorons détester notre époque »

Sans prendre le même angle, Tavoillot réfute pourtant, comme Michel Serres (cfr notre numéro de septembre), le déclin de (au choix) l'autorité, le bien être, la solidarité, l'orthographe, la politesse, la discipline, l'intelligence, ... qui se manifeste à notre époque.

« parce qu'on a toujours ce sentiment ambivalent sur notre époque, on a une situation formidablement rassurante, on a une amélioration des conditions de vie générale, mais on a du mal à la voir et on est plutôt tenté (par le) scénario extrêmement pessimiste et c'est je crois ces deux visions du monde qu'il faut arriver à articuler.

Cohabitent en fait dans un même univers à la fois une formidable amélioration, une tragédie qui est en cours et effectivement cette menace pour après-demain

Les choses vont de mieux en mieux et de pire en pire, en même temps, c'est la condition d'une vision du monde adulte pour moi »

Voici comment il introduisait le sujet de son livre sur son blog perso

<http://pagepersodephtavoillot.blogspot.be/2017/09/de-mieux-en-mieux-et-de-pire-en-pire.html>

Tout autre chose : un ouvrage porté notamment par notre illustrateur et auquel notre éditrice a participé. « Cadeau intéressant et solidaire. Info serducrayon@gmail.com ».



Expositions en cours

A travers l'exposition "**À la soupe! Manger en 14-18**"

découvrez les habitudes alimentaires pendant la Première Guerre mondiale. Que mangent les soldats sur le front ? Quels aliments les civils en zone occupée peuvent-ils se mettre sous la dent ? En ces temps troublés, se nourrir devient une préoccupation de tous les instants. Des ersatz plus ou moins savoureux remplacent les aliments rationnés, un marché noir où les denrées se vendent à prix d'or émerge, l'aide alimentaire nationale et internationale se développe, tandis que les Montois se mettent à cultiver fruits et légumes dans leur jardin. Photographies d'époque, témoignages, archives et objets historiques lèvent le voile sur une partie essentielle du quotidien en temps de guerre, ordonnés selon une quinzaine de thématiques.



Une fois n'est pas coutume, cette expo s'adresse d'abord aux plus jeunes. Une réelle approche didactique permettra aux enfants, dès 6 ans, de comprendre, tout en s'amusant, l'enjeu que représentait l'alimentation durant le Première Guerre mondiale. (article RTBF)

<http://www.monsmemorialmuseum.mons.be> jusqu'au 15 avril 2018.